



Les Jeudi de la Pérouse : séance du 19 décembre à 15h
à l'Académie des sciences d'outre-mer, 15 rue La Pérouse 75116 Paris
accessible en présentiel et en visioconférence
présidée par **Dominique Barjot** et coordonnée par **Arnaud Manas**

Le rapatriement de l'or de la Banque de France à la Libération

PROGRAMME

Introduction

Dominique Barjot, Secrétaire perpétuel – ASOM

Présentation de la séance

Arnaud Manas, Chef du Service du Patrimoine Historique et des Archives de la Banque de France

Communications

« *L'or de la Banque de France en guerre* »

Bertrand Peyret, Secrétaire général adjoint de la Banque de France.

« *L'or de Martinique* »

Ivan Odonnat, Président de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer,
Directeur général de l'Institut d'émission d'Outre-mer, membre du comité directeur
de la Banque de France.

Échanges avec la salle



Présentation des intervenants et résumés des communications

L'or de la Banque de France en guerre

Bertrand Peyret est Secrétaire général adjoint de la Banque de France. Ancien Secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), où il dirige des domaines tels que la supervision bancaire, les autorisations, la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, ainsi que les technologies financières. Depuis son entrée à la Banque de France en 1990, il a occupé divers postes de direction, notamment dans la supervision des grands groupes financiers internationaux et la régulation bancaire. À l'international, il a présidé plusieurs comités stratégiques et participé à des programmes européens de jumelage. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, il est également reconnu pour son expertise dans le domaine de la gouvernance financière.

Au début de l'année 1932, un plan de protection de l'or fut approuvé et commença à être mis en œuvre. Deux ans plus tard, alors que les tensions se précisaient, la Banque de France (BDF) reçut ses plans d'évacuation. Elle dressa alors une liste de succursales « d'évacuation immédiate ». Dans le même temps, elle lança un programme de refonte des monnaies d'or françaises et étrangères démonétisées en barres afin de faciliter le transport et la vente de l'encaisse en cas de conflit. Les tensions internationales de 1938 conduisirent la BDF à expédier de l'or pour « 50 millions de dollars à New-York et [pour] 15 millions de livres à Londres » pour « couvrir les dépenses que le Trésor serait obligé d'engager pendant les deux premiers mois du conflit ». Le mouvement de repli s'accéléra encore en 1939. En avril, 420 tonnes sont conservées à Paris et pourront, le cas échéant, être rapidement évacués. Les 1 735 tonnes restantes sont en province, dans des villes toutes situées au cœur de la France. La Banque de France envoya à la Federal Reserve Bank de New York l'or du FSC sur des bateaux de guerre de la Marine nationale. Pour des raisons politiques, l'or fut déchargé au Canada : en effet, les conventions internationales interdisaient à un navire de guerre d'un pays belligérant de relâcher plus de 24 heures dans un port neutre. Ce délai était insuffisant pour décharger l'or et charger le matériel militaire correspondant. Toutefois, ces conditions ne concernaient pas le Canada, qui était en guerre contre l'Allemagne. Québec et Montréal étant inaccessibles par voie maritime lorsque le Saint-Laurent était pris par les glaces, le choix se porta sur le port d'Halifax. Une fois débarqué, l'or fut acheminé par convoi ferroviaire jusqu'à la Fed New York. Un représentant de la Banque de France fut détaché sur place pour assurer le fonctionnement du compte. L'or, propriété du Trésor français, fut stocké sous dossier de la Banque de France – la Fed New York ne pouvant statutairement ouvrir des comptes qu'à des banques – pour être converti en dollars au fur et à mesure des achats de matériel militaire. En supplément des 40 tonnes d'or déjà présentes, 350 tonnes furent envoyées à New York entre novembre 1939 et mars 1940. Ces encaisses devaient être « à la fois suffisantes pour constituer l'éventuelle garantie de contrats de fourniture et pas assez fortes pour devenir l'instrument d'une pression extérieure sur les décisions de la France ». L'or est aussi acheminé vers Dakar et la

Académie des Sciences d'Outre-Mer

15 rue La Pérouse 75116 Paris - 01 47 20 87 93 - dircab@academiedoutremer.fr



Martinique. Il sera incessamment convoité par les britanniques, sans succès. Ce dernier sera progressivement rapatrié dans l'hexagone.

L'or de la Martinique

Ivan Odonnat est président de l'IEDOM (l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer) et directeur général de l'IEOM (l'Institut d'émission d'Outre-mer) depuis le 3 avril 2023, membre du comité directeur de la Banque de France. De 1988 à 2023, il a occupé différentes fonctions d'expert puis de direction dans les domaines des études économiques et des opérations à la Banque de France. Il a également siégé dans plusieurs comités de la Banque centrale européenne (opérations de marché, infrastructures de marché, paiements, prévisions économiques, statistiques monétaires). Notamment, à partir de 2014, il a été directeur général adjoint de la stabilité financière et des opérations à la Banque de France, d'abord en charge du pilotage de la stabilité financière, puis des activités de politique monétaire et des opérations de marché. Il a présidé le partenariat entre les banques centrales d'Allemagne, d'Espagne, de France et d'Italie qui fournit des services de paiements, de titres et de garanties au système financier européen. Il a également été chef-économiste de l'Agence France Trésor entre 2007 à 2009. Ivan Odonnat est diplômé de l'ENSAE (statisticien-économiste), de Harvard University (master of public administration, Kennedy School of government) et de l'université Pierre et Marie Curie (licence de mathématiques pures). Il est l'auteur ou co-auteur de plusieurs articles et rapports publiés par la Banque de France, le ministère de l'économie et des Finances français, la Banque Centrale Européenne, la Banque des Règlements Internationaux, la revue d'Economie financière et la revue Economic Modelling, sur les prix, le crédit, la monnaie, les marchés financiers, la finance verte et les paiements.

Lorsqu'en juin 1940, les militaires allemands entrent dans Paris, les réserves d'or de la France, qu'abritaient les coffres de la Banque de France, ne sont plus sur le territoire. Le dernier stock à évacuer (254 tonnes d'or soit 10% du total) a été chargé sur le croiseur Émile Bertin à Brest le 11 juin, pour être transporté vers les États-Unis. Diverses péripéties conduisent cet or finalement à Fort-de France en Martinique, où il arrive le 24 juin et est déposé au fort Desaix. A l'abri de toute convoitise ? Pas vraiment car la Martinique est alors placée sous la houlette de l'amiral Georges Robert, haut-commissaire de la République, rallié au gouvernement de Vichy qui vient de signer un armistice avec l'Allemagne. Elle est également sous haute surveillance américaine et anglaise. La Martinique n'est alors pas une terre d'accueil uniquement pour l'or de France. On y croise aussi André Breton en chemin vers les États-Unis et qui, durant sa courte escale en 1941, y fait la connaissance d'Aimé Césaire. Claude Levi-Strauss et Wilfredo Lam sont sur le même bateau. A partir de 1942, la situation internationale se durcit et les Américains établissent un blocus de l'île. Pour la population, commence une période de disette et de privation, sous « l'ordre de l'agenouillement » selon le mot de l'écrivain Raphaël Confiant. Progressivement, s'organise la « dissidence » de ceux qui refusent le régime dictatorial en place. La Martinique finit par chasser l'amiral Robert et rallie la France libre en juillet 1943. A partir de juin 1944, s'y déploie l'organisation monétaire chapeautée par la Caisse centrale de la France d'Outre-mer nouvellement créée, et préfiguration de l'Institut d'émission des départements d'Outre-mer. Durant toute cette période de grand bouleversement, l'or apporté en Martinique y demeure en toute sécurité et ne sera finalement renvoyé au siège parisien de la Banque de France que bien après la fin de la guerre, en 1946.

Académie des Sciences d'Outre-Mer

15 rue La Pérouse 75116 Paris - 01 47 20 87 93 - dircab@academiedoutremer.fr